

# DÉCROISSANCE ALTERNATIVES

## Interpellation : de la parole aux actes

La presse s'est fait l'écho du manque de personnel aux VMCV et du mouvement de protestation que cela a suscité. Elle avait précédemment déjà signalé que le conseil d'administration avait refusé le budget présenté par la direction.

«Nous savons que les VMCV ne sont pas n'importe quelle société anonyme, mais qu'ils sont propriété des 10 communes de l'ancien district de Vevey et assument avec MVR les transports publics sur la Riviera». En conséquence, 5 des 7 membres de son Conseil d'administration représentent les communes.

Sur ces 5 membres des municipalités de la région, deux sont du parti des Verts, l'un représentant la commune de Montreux et l'autre celle de Vevey en la personne de notre syndique. De surcroît, ces deux communes, avec respectivement 32,83 % et 23,99 % des parts de la société, sont majoritaires dans la SA.

Connaissant l'attachement des municipalités en général, et de leurs membres écologistes en particulier, au développement des transports en commun et au transfert modal, il est étonnant que cette crise ait pu se développer à ce point, sans intervention plus rapide et plus vigoureuse du politique. Des conditions de travail correctes et du personnel en suffisance semblent en effet des conditions minimales pour répondre aux attentes de la population, et aux exigences qui en découlent, formalisées dans le contrat de prestations conclu entre l'entreprise et les communes.

Questions :

- la municipalité peut-elle nous dire quelles divergences ont abouti au refus du budget présenté par la direction ?
- quelles conséquences cette absence de budget a-t-elle sur le fonctionnement de l'entreprise ?
- une séance de négociations entre la direction et le personnel est agendée pour la fin du mois. Le conseil d'administration a-t-il déjà discuté du mandat à donner à la direction dans cette perspective ? Sinon, est-ce prévu ?
- la municipalité de Vevey a-t-elle pris une position sur ces points ? Et peut-elle nous en faire part ?

Nous souhaitons une réponse orale.

Pour Décroissance-Alternatives, le 15 mars 2018

Clément Toluoso